

Personnes Non-Issues-du-Monde-Agricole NIMAculteurs-trices : une nouvelle paysannerie ?



Luis Arenas¹
Relecture par Carmelina Carracillo
Avril 2018

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

¹ Stagiaire au Secteur Politique, Bachelier en coopération internationale.

Photo : © Luis Arenas ; Formation en maraîchage biologique au centre de formation CRABE asbl à Jodoigne, 2014.

Changer sa manière de consommer en s'inscrivant à un réseau alternatif de distribution, gérer ses déchets au compostage du quartier, cultiver de façon durable au sein d'un potager collectif ou sur son balcon, ces exemples et d'autres, de plus en plus nombreux, donnent à percevoir de nouvelles manières d'envisager le système alimentaire. Des personnes critiquent le Système Alimentaire Industriel actuel et expérimentent d'ores et déjà des microalternatives possibles à celui-ci. Parmi ces personnes, celles Non-Issues-du-Monde-Agricole appelées NIMAculteurs représente un groupe qu'il est utile de chercher à cerner. Qui sont-ils et où sont-ils ? Comment cultivent-ils ? Vivent-ils de leur culture ? A quoi s'engagent-ils ?

En cette période mettant à l'honneur les luttes paysannes, cette analyse cherche à répondre à ces questions et qui en soulève d'autres ...

Comme leur nom l'indique, les NIMAculteurs et les NIMAcultrices (NIMAs) sont des personnes qui ne proviennent pas du monde agricole, mais qui décident de travailler dans la production alimentaire et éventuellement, complètent ce travail en transformant et en vendant cette même production. Quoique les références utilisées dans cette analyse ne nous permettent pas d'approfondir cette définition sur base de chiffres ou d'une typologie significative, nous pouvons cependant avancer quelques caractéristiques qui semblent communes à ces personnes désignées sous le nom de NIMAs : (1) elles se forment ; (2) elles cultivent avec des techniques durables ; (3) certaines essaient d'en tirer un revenu ; (4) elles s'engagent dans un travail qui fait sens à leurs yeux.

D'où viennent-ils ?

Si l'on se réfère aux profils des apprenants de plusieurs centres de formation en Communauté Française de Belgique dispensant des cours en permaculture, agriculture biologique, agroécologie, on constate qu'ils proviennent d'horizons géographiques et professionnels divers. Ils peuvent être informaticiens, commerciaux, enseignants, demandeurs d'emploi, chercheurs, étudiants, ... Il semble que les NIMAs qui se forment à ces techniques n'hésitent pas à rompre totalement avec leur parcours de vie professionnelle² pour suivre des formations spécifiques en maraîchage, en élevage caprin, en traction animale, en boulangerie, ...

Lorsqu'on leur pose la question des raisons de ce tournant de vie, certains répondent qu'ils sont convaincus que le monde subit et subira de profonds changements et qu'ils souhaitent s'y préparer en prenant des décisions concrètes³ - car « tant qu'à s'adapter au changement autant, le faire bien ».

Quant aux NIMAs « du dimanche », ils peuvent se former en autodidactes en puisant dans les nombreux outils théoriques et pratiques enseignant *l'art* de cultiver DIY (Do it yourself) mis

² Hopkins, R., *Manuel de Transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Édition Silence/Ecosociété, 2010.

³ Concernant la ferme du Bec Hellouin, les « nimaculteurs », ainsi que d'autres articles sur l'actualité de la permaculture, lire le dossier coordonné par Agnès Sinaï dans La Revue durable, numéro 50, automne-hiver 2013.

à sa disposition dans les rayons des grandes surfaces, librairies ou centre spécialisés (ouvrages, revues, DVD).

Faut-il voir dans ces NIMAs une partie des paysans du futur comme en parle P. Servigne⁴ lors d'une conférence en 2014 :

« On ne sait pas qui ils seront, mais on sait qu'ils seront nombreux [...] On peut être à peu près sûr, en tout cas, que les gens qui nous nourriront à l'avenir ne seront pas les agriculteurs d'aujourd'hui. Parce qu'ils utilisent des techniques industrielles condamnées à disparaître, parce qu'ils sont beaucoup trop peu nombreux [...] On peut en déduire que les gens qui vont nourrir l'Europe dans quinze ans sont déjà nés, mais ne savent pas encore que ce sont eux qui vont le faire. »⁵

Des études plus rigoureuses (chiffres et typologie à l'appui) et prenant en compte aussi les IMA (personnes Issues-du-Monde-Agricole) gagneraient à être réalisées pour progresser dans cette réflexion.

Comment travaillent-ils ?

Face au modèle d'un système alimentaire industriel⁶ qu'ils considèrent catastrophique, des NIMAs sont très désireux d'inventer et d'essayer de nouvelles techniques agricoles plus respectueuses des êtres humains et de l'environnement.

A travers leur formation, ces personnes apprennent à travailler avec la nature et en se basant en partie sur deux piliers interconnectés : la tête et les mains⁷. En fonction de leur situation géographique et de leurs motivations, elles usent de techniques et connaissances diverses basées sur des principes, théories et pratiques directement inspirés des écosystèmes - comme la permaculture, l'agriculture biodynamique, l'agroécologie, l'agro-foresterie ... - mais aussi des progrès en écologie scientifique.

La plupart du temps, la production des NIMAs citoyen pourrait se limiter à un complément alimentaire cultivé avec la technique de la permaculture⁸, facile d'application et aux opportunités innombrables (jardins-forêts, paysages comestibles, ...)

⁴ Agronome (Gembloux Agro-Bio Tech, Université de Liège) et docteur en sciences (Université libre de Bruxelles). Chercheur indépendant et transdisciplinaire s'intéressant à des thèmes comme l'évolution de la coopération, les biens communs, l'agroécologie, la permaculture, l'agriculture urbaine, la transition, l'effondrement des civilisations, la résilience et la complexité.

⁵ P. Servigne, conférence *Nourrir l'Europe en temps de crise*, Programmée par Etopia en association avec Nature et Progrès, Haute-École Marie Haps, Bruxelles, 2014.

⁶ Lire l'étude *Agriculture : comment éviter le mur ?*, Entraide & Fraternité, 2016.

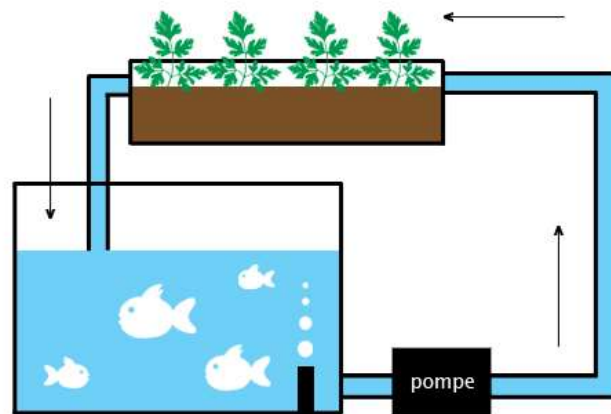
⁷ Agriculture post-carbone - Servigne/Chapelle - 2ème Congrès Interdisciplinaire du Développement Durable, 2015.

⁸ Forgé au milieu des années 1970 (époque de remise en cause de la société du *tout pétrole*) par l'Australien Bill Mollison, le terme « permaculture » est une contraction de « permanent » et « agriculture ». Il peut s'entendre comme « culture de la permanence ».

Une autre technique pratiquée en ville est « l'aquaponie » (aquaculture + hydroponie) qui consiste à élever des poissons dans un aquarium de quelques mètres carrés (illu. 1). Le principe est très simple. Le circuit fermé - l'eau circule des poissons aux plantes puis des plantes aux poissons - génère un système cyclique « gagnant-gagnant » : les bactéries et les plantes purifient l'eau, et en retour, les déjections des poissons nourrissent les plantes. Pour que le circuit fonctionne, il suffirait d'installer une petite pompe à eau et de nourrir les poissons de temps en temps, par exemple, avec des asticots à produire soi-même à partir des déchets de cuisine⁹.



© aquaponicBXL 2018



Pour les convaincus, ce système est fiable, peu onéreux, fonctionnant toute l'année et idéal pour effectuer les premiers pas dans l'auto-production alimentaire.

Dans une serre, ce système fonctionne également toute l'année et peut fournir des légumes en hiver, comme le montre l'expérience Aquaponiris à Bruxelles (encadré 1).

En campagne, des NIMAs pratiquent également des techniques diverses et nombreuses (permaculture¹⁰, bio, biodynamie, agroécologie, ...) Celles-ci sont souvent combinées, complémentaires et adaptées en fonction des conditions locales¹¹.

La volonté est de maintenir une gestion durable et une préservation des ressources naturelles et de l'environnement : eau, terres, forêts, énergies alternatives, résidus, ... Ces méthodes sont largement puisées dans les savoirs traditionnels mais aussi modernes. Elles sont généralement très peu mécanisées (outils manuels, espacements minimums, plantes permanentes, non-labour, système complexe de rotation des cultures, fertilisation avec du compost, ...)¹².

⁹ Pablo Servigne auteur du rapport *Nourrir l'Europe en temps de crise. Vers des systèmes alimentaires résilients*, commandé par Yves Cochet, député écologiste du groupe Les Verts/ALE au Parlement européen, Octobre 2013, p. 26 ; Première édition (épuisée), Editions Nature & Progrès Belgique, 2014 ; Nouvelle édition de poche, Editions Babel (Actes Sud), Octobre 2017.

¹⁰ Pour débiter, lire Mollison, B. (2013) *Introduction à la Permaculture*, Passerelle Eco, 240 p. Pour les principes théoriques et les enjeux, lire Holmgren D. (2002) *Permaculture. Principles & Pathways Beyond Sustainability*, Ed. Holmgren Design Services, 286 p.

¹¹ Altieri et Nicholls, 2014, p.40.

¹² J. M. Fortier, *Le jardinier-maraîcher. Manuel d'agriculture biologique*, Ecosociété, 2012.

(1) Aquaponiris

www.aquaponiris.be

Installée au coeur d'un ilot en plein centre urbain (Bruxelles) depuis juin 2012, cette serre mesure 2m sur 5m. On y trouve un bassin à poisson d'environ 1.200 L et 4 bacs de culture de 200 L chacune. Cette unité permet de cultiver une large variété de légumes en fonction des saisons : laitues, choux, tomates, poivrons, ... Quant aux poissons, une quarantaine de carpes belges ont été choisies pour leur résistance face aux variations de températures et le fait qu'elles sont omnivores, ce qui rend l'approvisionnement facile et local.



L'objectif de l'installation est double : Permettre de maîtriser le fonctionnement et la gestion d'une installation aquaponique (but de recherche), de faire des démonstrations pour sensibiliser le public et donner des formations techniques destinées à des personnes désireuses de construire leur propre unité aquaponique dans un cadre éducatif, économique, social et environnement urbain, écologique et d'alimentation durable.

En vivent-ils ?

Pour les plus téméraires des NIMAs qui souhaitent plus qu'une simple activité récréative et qui sont prêts à tenter l'aventure de l'installation, il existe une multitude de 'business plans'. Plusieurs centres d'aide à l'installation proposent d'en constituer un qui s'adapte à la situation de la personne souhaitant s'engager dans cette voie.

Ces « business plans » s'élaborent principalement selon 3 axes :

- les objectifs économiques (profit ou non-profit),
- la situation géographique (ville, périphérie, campagne),
- les types d'infrastructures utilisées (pleine terre, toits et balcons, serres permanentes, aquaponie, ...).

Sous certaines conditions, l'installation peut être économiquement viable¹³ comme le montre l'expérience de « Het Open Veld » (encadré 2)¹⁴ et où le principe du *circuit court* serait d'une importance capitale pour la survie économique de l'activité. Par ailleurs, le revenu peut être complété par des activités de formation, des subventions publiques ou la vente de produits transformés.

¹³ du moins dans les pays industrialisés.

¹⁴ Chapelle G. & Jolly Ch.-E. (2013) Étude sur la viabilité des business modèles en agriculture urbaine dans les pays du Nord. Rapport réalisé pour le compte de l'Institut Bruxellois de Gestion de l'Environnement, 72 p. ; Het Open Veld est devenu BoerEnCompagnie en 2017, www.boerencompagnie.be

(2) Het Open Veld

www.hetopenveld.be / www.delandgenoten.be



© BoerEnCompagnie 2018

En zone péri-urbaine, « Het Open Veld » (Leuven) créé en 2007 par un travailleur venant du social, produit 120 espèces et 200 variétés de fruits et légumes sur 1.3 ha, et ce, toute l'année. Pour 200 € par an, 220 personnes viennent récolter leurs produits selon leurs besoins. Produites via des techniques agroécologiques, les cultures sont très denses et seuls 6 ares par personne suffisent pour produire.

L'heureux fondateur, affirme percevoir un revenu net de 2.200 € par mois !

Dans les serres urbaines, une autre initiative semble être assez viable économiquement : celle qui utilise la technique d'hydroponie comme le démontre l'expérience des Fermes Lufa lancée en 2011 à Montréal (encadré 3). Cette technique nécessite peu de travail humain, mais exige davantage d'intrants et d'énergie.

L'exploitation citadine en plein air et en pleine terre de petite taille semble également être viable comme par exemple la coopérative Vert d'Iris international (cadre 4) utilisant très peu d'intrants, offrant une grande diversité de produits et de **possibilités d'emplois**.

Des études montrent que ce type d'alternatives peut générer de l'emploi. Citons quelques exemples. Déjà en 1999, aux États-Unis, une édition signalait que les formes d'agriculture hyperintensives en main-d'œuvre mais efficaces en énergie (permaculture) étaient susceptibles de générer jusqu'à 7 emplois à l'hectare, aussi bien en ville qu'à la campagne¹⁵.

Plus récemment, en France, depuis fin 2011, un suivi scientifique¹⁶ de la ferme biologique du Bec Hellouin situé en Normandie montre que sur une année (du 1er juin 2012 au 31 mai 2013), la charge de travail en culture de parcelles a été de 1.400 heures pour un chiffre d'affaires de 32.000 €. Ceci signifie la possibilité de création d'un emploi à temps plein par 1.000 m² cultivés.



© La ferme biologique du Bec Hellouin 2018

¹⁵ E. Coleman, *Four-Season Harvest: Organic vegetables from your home garden all year long*, Édition Chelsea Green, 1999.

¹⁶ François Léger, chercheur à l'INRA-Agro Paris Tech Guégan, S. et al. (2013). *Maraîchage biologique permaculturel et performance économique*, Rapport d'étape n° 2, Juillet 2013. Disponible sur www.fermedubec.com

(3) Les Fermes Lufa

www.montreal.lufa.com

Une ville remplie de fermes sur les toits. Telle est la vision des Fermes Lufa lancée en 2011 à Montréal. Les fondateurs (l'un est gestionnaire de sociétés informatiques et immobilières et l'autre est biochimiste) ont créé des serres hydroponiques commerciales citadines sur des toits d'immeubles (espaces non utilisés). L'eau de pluie est récupérée, l'eau d'irrigation circule, la consommation d'énergie est minimale, les déchets organiques sont compostés, et au lieu de pesticides, herbicides ou fongicides synthétiques, ce sont les principes de lutte biologique qui sont appliqués.



En 2017, les 3 serres des Fermes Lufa parviennent à offrir à leurs membres des légumes cueillis le jour même. 10.000 commandes sont satisfaites par semaine en zone métropolitaine de Montréal, de Trois-Rivières et de Québec, ce qui représente une demande provenant d'environ 2% de la population de ces régions. Les Fermes Lufa offrent 352 points de collecte et un système de livraison à domicile par voiture électrique ; proposent plus de 70 variétés de légumes, sont associées à 137 agriculteurs et artisans locaux et emploient 150 personnes.

(4) Vert d'Iris international

www.vertdiris.net



Verdir Bruxelles ! Cette Coopérative a été fondée en 2013. Sa finalité sociale est de créer des emplois socialement et écologiquement responsables dans le système alimentaire Bruxellois, ainsi que de favoriser l'échange de savoir-faire, savoir-être locaux et étrangers. Les activités de Vert d'Iris s'articulent autour de 4 axes : VEG (production éco-intensive de fruits, légumes et fleurs comestibles bio) ; BAC & VER (installation de cultures en bac ou pleine terre, avec gestion des cultures en option) ; PEDAG (apprentissage continu pour tous, en confrontant la théorie au terrain) ; ADMIN (comptabilité, Finances, RH, Marketing, Communication, ...) En juin 2017, la coopérative comptait 11 équivalents temps plein, une moyenne de 50 nouveaux apprenti(e)s sur l'année. En 2016, la coopérative affichait une recette globale de 173.155 €.

En Belgique, le rapport de Verdonk¹⁷, quant à lui, signale que l'agriculture urbaine en Région Bruxelloise, peut permettre de créer des emplois dans des zones de haute densité de population. En 2012, l'alimentation durable concernait 2.500 emplois sur 1 million d'habitants. Le secteur a même connu une croissance pendant la crise de 2008, à l'inverse de beaucoup d'autres secteurs. Selon cette étude, le potentiel d'un système alimentaire durable à Bruxelles est de 6.000 emplois uniquement pour le volet agriculture urbaine agroécologique. Des emplois supplémentaires peuvent être générés dans les domaines de la transformation, la distribution, l'Horeca, le traitement des déchets et les formations, ce qui représenterait un potentiel total de 7.700 emplois.

Pourtant, d'après Stéphanie Delhaye, représentante de l'Ecole Paysanne Indépendante (Belgique)¹⁸, les centres d'aide à la recherche d'emploi considèrent peu l'agriculture alternative comme porteuse, et ce, malgré la forte demande de formations en agriculture paysanne (permaculture, agroécologie, biodynamie, ...) dispensées par les centres de formation et de ferme-école - existants qui se voient contraints de refuser des inscriptions.

La question de l'emploi mérite d'être posée. En effet, si des emplois sont générés, encore faut-il qu'ils soient décents, stables, rémunérateurs et en mesure d'offrir une qualité de vie. Si ces initiatives présentent du potentiel, la prudence reste de mise. Les conditions de viabilité à long terme restent difficiles (accès à la terre problématique par exemple)¹⁹.

Que pensent-ils ?

L'argent c'est bien, ... mais ...

Face à la multiplication des crises qui se renforcent mutuellement (dérèglements climatiques, perte de biodiversité, fin du pétrole comme soi-disant seule ressource disponible, qualité du travail en forte régression, économie instable, ...) *l'appât du gain* ne semble pas occuper la première place dans les *objectifs* des NIMAs. Que ce soit pour des raisons écologiques,

politiques ou de santé, les NIMAs, sont de plus en plus nombreux à *essayer* de déserrer l'hégémonie ultra rodée du SAI²⁰. Dès lors, les NIMAs se sentent-ils *engagés, investis* dans une mission vers une transition sociétale ? Acteurs d'un *monde nouveau* ?

¹⁷ Verdonck M. et al. (2012) Système d'alimentation durable Potentiel d'emplois en Région de Bruxelles-Capitale. Rapport final de la recherche réalisée pour le compte de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement. 115 p.

¹⁸ Stéphanie Delhaye de l'Ecole Paysanne Indépendante, centre de formation lié au Mouvement d'Action Paysanne. Intervenante lors de la conférence *L'agroécologie, des emplois riches de sens*, ADG, Septembre 2016.

¹⁹ Pour son projet maraîcher, la ferme du Chant des Cailles (Watermael-Boitsfort) occupe actuellement une surface cultivable où la Région Bruxelloise entendait construire des logements sociaux tandis que la commune défendait le projet. Des négociations ont été en cours pour envisager la construction de logements sociaux tout en maintenant le projet de ferme et le développement de synergies entre la ferme et les nouveaux habitants. En janvier 2018, les élus communaux ont décidé de répondre positivement (sous certaines conditions) à la requête des riverains d'établir un plan particulier d'aménagement du sol qui intègre le Chant des Cailles.

²⁰ Analyse *Circuits courts. Consommer local : du panier bio au supermarché alternatif ?*, Barbara Garbarczyk Chargée de projets Études & animations chez SAW-B, 2015.

« Auparavant [...] c'était chacun pour soi ; on suivait la logique de l'individualisme à tout crin. Aujourd'hui, la logique est différente [...] 80 % des maraîcher-ère-s qui s'installent ne proviennent pas du milieu agricole. Ils ont [...] un désir d'ouverture, une culture de collaboration, d'échange. Ils ne travaillent pas du tout avec une mentalité de "Je veux être le plus gros et bouffer mon voisin." »²¹

... le "sens", c'est mieux !

« Nous ne sommes pas concurrents, on est complémentaire et on travaille ensemble... On s'échange tous nos trucs et astuces. Et nos bêtises ou nos erreurs, on se les partage aussi pour ne pas que les autres les répètent. Dans ce sens-là, on peut dire que c'est très politique »²².

Tel qu'envisagé par les NIMAs, le travail agricole génère une série d'effets autres qu'alimentaires : découverte de la richesse des relations humaines et de la multiplicité des modes de consommation, profondeur des échanges sur des thèmes comme la santé, l'environnement, etc. Pour résumer, on pourrait dire qu'il s'agit du choix d'un mode de vie d'abord « un choix d'engagement par le concret. C'est concret et immédiat : tu t'installes et tu récoltes très rapidement (des effets positifs)²³ »

Pour les NIMAs, leurs actions « font sens » : du sens économique puisque certains se rendent compte qu'on peut en vivre ; du sens social puisque le lien est tissé avec les *consom'acteurs*²⁴ ; et surtout du sens politique car ils expérimentent au quotidien qu'un autre modèle que celui du système alimentaire industriel impulsé par la logique néolibérale, est possible.

Ainsi, certains pensent que leurs actes ont des conséquences non seulement sur l'entourage propre, mais également dans les rapports entre les pays des deux hémisphères puisque qu'ils comprennent les effets néfastes du système actuel sur les populations du Sud et croient en la relocalisation des systèmes alimentaires.

²¹ Claire-Marie Thiry, *Sous les pavés, les carottes*, Entretien réalisé avec Émile Henrotte (maraîchère bio sur petite surface en Hesbaye), Édition Barricade, décembre 2016.

²² Idem.

²³ Idem.

²⁴ Terme utilisé dans la stratégie de la coopérative Agricoverit située à Gembloux.

Et la souveraineté alimentaire ?

Les initiatives urbaines et rurales s'inspirant de l'agriculture paysanne semblent se multiplier et elles sont significatives d'un changement de comportement et de mentalité au Nord. Il serait utile d'approfondir les constats afin d'objectiver les tendances. Des études statistiques et sociologiques qualitatives (sur un long terme) permettraient d'affiner les profils NIMAs et plus globalement, les caractéristiques des nouvelles initiatives en agriculture paysanne et urbaine, d'évaluer la pertinence de ces actions sur la durée et d'identifier les nœuds et les perspectives compte tenu d'un contexte global donné (économique, social, écologique et politique). Ces études devraient également analyser de façon détaillée les rapports de genre.

A côté de ces initiatives, subsiste hélas le modèle du système alimentaire industriel encouragé par la logique néolibérale internationale et ses actions de dérégulation du Marché qui continueront à « sévir » (accords de libre commerce et dérégulation de la Politique Agricole Commune pour ne citer que deux exemples). Aussi, si la perspective reste la souveraineté alimentaire, on ne peut se contenter de favoriser ce type d'initiatives sans mener de façon simultanée des actions visant à freiner cette dérégulation.

Et pour ce faire, il est indispensable de créer des alliances avec ceux et celles qui travaillent en agriculture et sont issus-du-monde-agricole familial. Pourrait-on imaginer de repenser un modèle agricole et alimentaire sans la participation de ceux et celles qui vivent de l'agriculture familiale et de l'élevage depuis des générations ?

Au lieu d'opposer les « non-issus-du-monde-agricole » au « issus », il s'agit d'œuvrer ensemble à repenser comment ceux et celles qui souhaitent une transition vers un autre système agricole et alimentaire durable peuvent collaborer ensemble de façon complémentaire de manière à ce que l'agriculture familiale puisse se poursuivre dans une perspective de souveraineté alimentaire.



© Luis Arenas, Elèves en formation, CRABE asbl, Jodoigne, 2014.